



Le Collectif des Associations Citoyennes, BIEN COMMUN ESSENTIEL !

C'est au mois de septembre 2020 que le CAC a édité son ouvrage mémoire : **10 ANS de défense des LIBERTÉS ASSOCIATIVES - Communiquer une histoire de communiqués**. Ce travail éditorial essentiel a mobilisé un petit groupe que je tiens à remercier. C'est une véritable œuvre de transmission entre les membres « fondateurs » du CAC, et les personnes qui ont maintenant en charge la poursuite de son action. Comme écrit dans la 4^{ème} de couverture, ce livre permet de se resituer dans le « *récit d'un combat pour résister, proposer, continuer une réflexion de fond* ». Durant cette éprouvante année 2020, il nous a fallu nous adapter aux circonstances exceptionnelles. Notre AG de printemps a été reportée en septembre, et la « caravane des associations citoyennes » dont le lancement virtuel a eu lieu à Arras le 1^{er} mai, s'est trouvée bloquée jusqu'à l'étape virtuelle de décembre. Annulé le séminaire prévu à Villarceaux, tout comme l'Université d'été des mouvements sociaux, nos débats à l'invitation de collectifs et associations locales et les 2 séances de printemps de notre toute nouvelle Université des Savoirs Associatifs... Durant cette année il a fallu penser autrement notre manière de faire. Les formes « distancielles » ont pris le dessus et tous ces événements ont été reformatés pour permettre le travail collectif. La SCIC ODASS, partenaire essentiel, nous a accompagné dans le développement des outils collaboratifs permettant de sauvegarder la possible contribution des acteurs du CAC à nos orientations.

Le Collectif des Associations Citoyennes, acteur incontournable du monde associatif

Le CAC se positionne comme un acteur essentiel favorisant les regards et les analyses croisées sur les relations qu'entretient le secteur associatif avec les autorités et les politiques publiques. Nous construisons ainsi notre positionnement sur ce qui apparaît comme un affaiblissement du pouvoir d'agir des associations et nous travaillons à faire émerger les logiques favorables à une action commune des associations citoyennes pour une société solidaire, écologiquement responsable. La prochaine publication de l'ouvrage collectif « *Quel monde associatif demain ?* » aux éditions ERES constitue une étape... essentielle de ce travail.

Ces 10 prochaines années nous mettent face à cette nécessité d'un « **agir en commun** ». Plusieurs axes forts qui constituent notre ADN sont aujourd'hui portés plus largement au sein de nouveaux collectifs. Le CAC est un des acteurs reconnus du Transiscope et il participe au Collectif pour une transition citoyenne. Ces 2 espaces complémentaires réunissent les acteurs majeurs agissant pour une transition écologique, démocratique. Ils font de l'initiative citoyenne le ferment d'actions émancipatrices et s'appuient sur les alternatives locales comme lieux d'expérimentation, de réflexion et de confrontation. Il en est de même au sein de L.A. Coalition, qui porte l'Observatoire des Libertés associatives et a produit le rapport « *une citoyenneté réprimée* ». Durant cette année 2020, de nouveaux espaces collectifs se sont ouverts comme le collectif pour un Renouveau démocratique ou les États généraux du post-urbain... Le CAC y prendra sa part. Avec Sciences Citoyennes nous devons mieux comprendre et analyser la force démocratique que représente l'expérience des conventions de citoyens même si la Convention pour le Climat a montré toutes les limites d'un tel dispositif s'il n'est pas porté par la forte conception politique d'une démocratie continue. C'est ce même enjeu qui est apparu lors du mouvement des gilets jaunes. Nous devons être attentifs à créer ce lien entre associations et mouvements citoyens qui installent de façon

durable dans le paysage associatif les résistances et les luttes. C'est le sens de notre participation à Changer de Cap qui réalise ce travail d'émergence auprès d'une multitude d'acteurs locaux. Comme c'est le sens des échanges que nous devons pousser avec les mouvements de solidarité, en France comme à l'international. La crise actuelle démontre la place irremplaçable du secteur associatif qui maille le territoire, crée les solidarités, pense les communs. **Il n'y a pas de société humaine sans justice sociale.**

Les associations citoyennes, actrices des politiques publiques

Les dernières élections municipales ont vu une recomposition politique importante avec de nombreuses initiatives d'interpellations et propositions aux candidats venant du secteur associatif et dont le CAC s'est fait écho. De nombreuses municipalités ont pris position sur certaines des 32 mesures du Pacte pour la transition, s'engageant contre la destruction de nos écosystèmes. Pensant les nouvelles relations entre économie et société, le Mouvement pour l'Économie Solidaire questionne la domination de l'économie marchande, cherchant à retisser les liens avec les habitants et les associations, prenant en compte la coopération et la gestion des biens communs par des collectifs de citoyens, et privilégiant circuits-courts et économie locale au moment où se manifeste l'épuisement du système dominant. Avec les mouvements d'Éducation populaire, les acteurs culturels ou les associations de défense des droits nous agissons pour co-construire avec les élus locaux de véritables politiques de « *développement économique, solidaire et écologique des territoires* » pour reprendre le terme des journées d'étude du MES à Tours.

Le gouvernement semble s'engager lui aussi dans une nouvelle voie. La Charte des engagements réciproques actant des relations entre État, secteur associatif et co-signée par les associations d'élus ne fait plus référence. Le CAC estime que ce n'est pas un bon signe donné à la société. Le secteur associatif a besoin de son indépendance pour construire des réponses adaptées aux enjeux, même les plus complexes, de la société. Le CAC travaille à penser Éducation populaire, Droits culturels et Services publics dans une même démarche « responsable ». Avec les organisations de jeunesse il cherche à imaginer des politiques éducatives dans le long terme, à valider les multiples formes de participation aux initiatives culturelles, sociales, écologiques des jeunes. Avec les associations agissant au cœur des quartiers populaires il essaie de redonner une place aux habitants comme personnes reconnues et respectées dans leurs cultures et leurs savoirs. C'est cette vision d'une société riche et dynamique que le Collectif des Associations Citoyennes cherche à faire valoir à travers les savoirs et les expériences de milliers d'associations citoyennes. C'est cela que le CAC porte dans ses échanges avec le gouvernement, les ministères et les secrétariats d'État.

Le CAC n'agit pas seul, sa dynamique existe par la participation de ses membres dans un ensemble d'espaces auxquels ils contribuent. C'est l'enjeu de nos réunions d'instances, comme des Rendez-vous mensuels ou nos temps de travail internes, de déterminer le sens de nos participations, de nos contributions, de produire les analyses de compréhension des politiques publiques et des enjeux de société, et de construire les revendications que les associations citoyennes réunies au sein du CAC peuvent porter ensemble pour co-construire la société démocratique, sociale et écologique dont l'humanité a besoin.

Gilles Rouby
Président du CAC